

Claude-Joseph Gignoux : une biographie exemplaire ?

Réflexions sur les relations entre stratégies patronales et stratégies partisans à droite, de 1936 à la Libération

Gilles RICHARD

Professeur d'histoire contemporaine à l'IEP de Rennes
CRAPE – UMR 6051 du CNRS

Pourquoi s'intéresser à Claude-Joseph Gignoux ? Probablement parce que sa biographie offre l'exemple d'un paradoxe qui ne peut que susciter la curiosité de l'historien. Il fut en effet un homme de tout premier plan avant 1940 puisqu'il présida la Confédération générale du patronat français à l'époque du Front populaire puis du « daladiérisme ». Pourtant, son nom même est aujourd'hui presque inconnu. Deux signes, apparemment insignifiants, mais révélateurs de cette méconnaissance. Dans la *Nouvelle histoire de la France contemporaine*, publiée aux éditions du Seuil, on ne trouve dans le volume n° 13 qui traite de la période 1929-1938, qu'une seule mention de C.-J. Gignoux alors que Léon Jouhaux, secrétaire général de la CGT, est mentionné cinq fois¹ ; dans le volume suivant qui porte sur la Deuxième Guerre mondiale², encore quatre références à L. Jouhaux mais pas une seule à C.-J. Gignoux. À l'inverse, dans l'ouvrage d'Henry W. Ehrmann, l'une des principales références de l'historiographie du patronat français au xx^e siècle³, C.-J. Gignoux est bien sûr souvent évoqué. Cependant, l'auteur ne cite jamais son double prénom, se contentant de « Claude », sauf une fois où il le déforme en même temps qu'il l'abrège : « Claude-G. »...

En histoire, les sujets longtemps ignorés, négligés ou contournés, loin d'être sans intérêt ou secondaires, se révèlent bien souvent au fil des

1. BORNE, Dominique, DUBIEF, Henri, *La crise des années 30, 1929-1938*, Seuil (Points/Histoire), 1989, 2^e édition. Dans la 1^{re} édition de 1976, une seule référence aussi, mais encore plus brève.

2. AZEMA, Jean-Pierre, *De Munich à la Libération, 1938-1944*, Seuil (coll. Points/Histoire), 1979.

3. EHRMANN, Henry W., *La politique du patronat français, 1936-1955*, Colin (Sciences politiques), 1959, traduit de l'anglais par André MICHEL.

années comme étant au contraire complexes et « stratégiques ». Ainsi de C.-J. Gignoux. S'intéresser à cet homme, président méconnu de la CGPF, permet de s'interroger sur quelques grands sujets qui débordent la seule étude du patronat et sont au cœur des problématiques de l'histoire des droites : les liens multiples et étroits entre milieux d'affaires et structures partisans⁴, la notion de « classes dirigeantes », les conditions d'élaboration et de sélection des grands projets socio-politiques. Cela permet aussi d'interroger une conception du temps et de son découpage qui privilégie de façon peut-être outrancière les ruptures, notamment celle – surévaluée par les historiens du temps présent – de la Libération. C'est ce que nous allons tenter de montrer.

Une vie faite de continuités plus que de ruptures

Retracer la biographie de C.-J. Gignoux, c'est d'abord faire un constat, celui d'une vie marquée par un engagement intense dans les grands événements qui ont constitué les moments forts de l'histoire française dans le deuxième tiers du XX^e siècle. Un engagement vécu probablement par l'intéressé comme une suite de caps difficiles à franchir mais qui, rétrospectivement, apparaît à l'historien avant tout marqué par son appartenance aux classes dirigeantes depuis la fin des années vingt. Homme de tout premier plan avant la Deuxième Guerre mondiale par ses fonctions à la tête de la CGPF, il le resta après l'effondrement de mai-juin 1940. Il fut pressenti pour occuper le ministère de la Production industrielle et du Travail mais, étant alors prisonnier en Allemagne, le poste fut finalement confié à René Belin. Il fut toutefois bientôt nommé au Conseil national et fut l'un des principaux experts auprès du chef de l'État français pour les questions touchant au corporatisme en même temps que l'un des enseignants les plus en vue à l'Institut d'études corporatives et sociales jusqu'en 1944. Survint la Libération qui le marginalisa. Pour peu de temps. Il poursuivit en effet ses réflexions en matière de réorganisation de la société dans le même esprit que sous Vichy et il adhéra dès l'automne 1944 à La Fédération d'André Voisin, un ancien vice-président du Parti social français de François de La Rocque. Puis il devint l'un des plus fidèles soutiens des dirigeants du Centre national des indépendants et paysans. Représentant le département de la Loire au Conseil national pendant la guerre, comme Antoine Pinay, il resta proche de celui-ci jusqu'à la fin de sa vie et le ministre des Finances le nomma membre du « Comité Rueff » en 1958. Il écrivit tout au long des années cinquante dans *France indépendante*, l'hebdomadaire de Roger Duchet, secrétaire général du CNIP, et se trouvait au cœur du dispositif de

4. Cf. la contribution de Gilles LE BEGUEC : « Les élites économiques et la naissance des formations politiques organisées. L'exemple des républicains modérés (1888-1903) », dans GUILLAUME, Sylvie (dir.), *Les élites fins de siècles, XIX^e-XX^e siècles*, Bordeaux, Éditions de la MSHA, 1992. Synthèse la plus récente : GARRIGUES, Jean, *Les patrons et la politique. De Schneider à Seillière*, Perrin, 2002. Lire aussi : DARD, Olivier, *Jean Coutrot, de l'ingénieur au prophète*, Besançon, Presses universitaires franc-comtoises, 1999.

financement du parti des modérés à travers le CEDEIS qu'il avait fondé et qu'il présidait⁵.

S'il abandonna en 1940 ses fonctions de président de la CGPF puisque celle-ci fut alors dissoute, il n'en resta donc pas moins par la suite, pour plagier Pierre Assouline, une « éminence grise⁶ », pendant et après la guerre. Homme hyperactif, il appartenait à cette catégorie d'êtres dont les activités échappent aux compartimentages ordinaires des sciences sociales ainsi qu'aux découpages chronologiques des historiens. Il avait été porté à la tête des milieux patronaux en 1936 parce qu'il bénéficiait d'une importante expérience personnelle en matière politique. Membre officieux du cabinet de Raymond Poincaré, il était devenu sous-secrétaire d'État dans le gouvernement de Pierre Laval de janvier 1931 à février 1932 puis avait repris du service auprès de celui-ci de juin 1935 à janvier 1936. Conseiller pour les questions économiques et financières, avec Raoul Dautry et Jacques Rueff, il appartenait à ce que la presse nommait alors « le *brain trust* de Laval ». Député de la Loire entre 1928 et 1932, il avait siégé au groupe d'Action démocratique et sociale, aux côtés de Paul Reynaud, d'André François-Poncet et de Louis Maginot, président du groupe. Il était en même temps maire de Saint-Jean-le-Puy, petite commune rurale de l'arrondissement de Roanne, et il le resta jusqu'en 1944⁷. Bien que président de la CGPF, il ne fut jamais un patron à titre personnel. Il était d'abord un intellectuel : professeur à l'université de Nancy puis à l'Institut catholique de Paris, spécialiste d'économie, il avait soutenu en 1920 à Lyon sa thèse de droit sur l'arsenal de Roanne pendant la Grande Guerre⁸. Un intellectuel qui avait choisi de mettre ses talents – il écrivait bien et avait une grande culture historique – au service des milieux d'affaires⁹. Rédacteur en chef puis directeur de *La Journée industrielle* depuis 1925, un des principaux quotidiens nationaux du patronat avec *Le Temps*, il avait déjà publié dix livres en 1936¹⁰. Il offrait ainsi un exemple achevé de ces hommes qui composent et animent les classes dirigeantes, exerçant le pouvoir conjointement sous ses trois grandes formes : politique, socio-économique et culturelle. Il

5. La signification exacte du sigle reste à ce jour inconnue (Centre de documentation et d'études industrielles et sociales?) mais l'existence de l'organisation est par contre certaine : RICHARD, Gilles, *Le Centre national des indépendants et paysans de 1948 à 1962, ou l'échec de l'union des droites françaises dans le parti des modérés*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion (Thèses à la carte), 2000, p. 318.

6. ASSOULINE, Pierre, *Une éminence grise. Jean Jardin (1904-1976)*, Balland, 1986.

7. LUIRARD, Monique, *La région stéphanoise dans la guerre et dans la paix*, Saint-Étienne, Centre d'études foréziennes et Centre interdisciplinaire d'études et de recherches sur les structures régionales, 1980.

8. Cf. la bibliographie de C.-J. Gignoux en annexe.

9. Léon Blum, qui ne l'aimait guère, le définit ainsi lors du procès de Riom (février-mars 1942) : « Un de ces hommes qui sont étrangers au patronat, étrangers à l'industrie et qui, soit par esprit de parti, soit par fanatisme doctrinal, apportent parfois à la défense des intérêts patronaux plus d'âpreté que les patrons eux-mêmes. »

10. *La Journée industrielle* paraissait depuis mars 1918. Financé par plusieurs grandes organisations patronales, au premier rang desquelles l'Union des industries métallurgiques et minières, le journal avait d'abord été dirigé par Lucien Romier.

acheva sa carrière à *La Revue des deux mondes* dont il exerça la direction à partir de 1954¹¹.

Comment C.-J. Gignoux, cet homme de premier plan dont nous venons de retracer à grands traits les étapes de la vie publique, conçut-il son rôle à la tête de la CGPF entre 1936 et 1940 ?

Patrons, soyez des patrons !

Un bon moyen de comprendre son action en tant que président du patronat à l'époque du Front populaire consiste à étudier le principal ouvrage – sinon par l'épaisseur, du moins par le contenu – qu'il écrivit entre 1936 et 1940, et dans lequel il exposa de façon synthétique ses vues sur l'organisation de la société ainsi que ses partis pris en matière politique.

Patrons, soyez des patrons ! était un petit livre de 48 pages, divisé en cinq brefs chapitres, publié chez Flammarion¹² et destiné à une large diffusion. L'ouvrage sortit au milieu du mois de mai 1937. Approchait le temps de la renégociation des conventions collectives signées à la fin du printemps précédent. Les contradictions au sein de la coalition du Rassemblement populaire s'étaient définitivement nouées¹³, ce qui permettait d'envisager une offensive de grande envergure contre les conquêtes sociales de l'année écoulée. Encore fallait-il, pour qu'elle fût pleinement efficace, que certaines conditions fussent remplies.

Lors de l'assemblée générale du 9 octobre 1936, C.-J. Gignoux avait remplacé René-Paul Duchemin à la tête de la CGPF. Dès le départ, son objectif avait été de favoriser le rassemblement le plus large possible des patrons dans le cadre de la Confédération afin de dénoncer les conventions collectives, préalable jugé indispensable à la reconquête du terrain perdu. Il fallait pour cela commencer par effacer les séquelles des divisions patronales apparues pendant la crise sociale du printemps 1936, de nombreux chefs d'entreprises s'étant indignés que des engagements considérables eussent été pris par une poignée de représentants du grand patronat métallurgique parisien¹⁴. Le nouveau président de la CGPF prouva à cette occasion un réel talent de rassembleur dont on peut saisir quelques aspects à travers le livre étudié. Tout le premier chapitre était ainsi consacré à absoudre habilement les quatre négociateurs patronaux des « Accords Matignon », à commencer par R.-P. Duchemin. En développant largement le thème de l'indispensable « organisation professionnelle », C.-J. Gignoux

11. DE BROGLIE, Gabriel, *Histoire politique de la Revue des Deux Mondes, de 1829 à 1979*, Perrin, 1980.

12. Le même éditeur avait déjà entrepris la publication de ce qui devait être la grande fresque historico-politique d'André TARDIEU, intitulée *La Révolution à refaire*.

13. Divisions sur le soutien à la République espagnole, dévaluation, « pause », fusillade de Clichy, conflits autour du chantier de l'Exposition universelle (question du monopole d'embauche des ouvriers par la CGT et attentat de « La Cagoule » en mai.).

14. Sur l'état d'esprit patronal en 1936-1937, cf. LEFRANC, Georges, *Juin 36. « L'explosion sociale » du Front populaire*, Julliard (Archives n° 22), 1966, p. 269-290.

exprimait certes ses convictions personnelles, mais il manifestait en même temps son soutien aux propositions du Comité central de l'organisation professionnelle, mouvement patronal de combat né le 8 juillet 1936 hors et contre la CGPF¹⁵, présidé par Maurice Olivier-Dewavrin (industriel du Nord, président de la Fédération de la petite métallurgie) et représentant le plus avancé du courant corporatiste. En s'attachant à démontrer l'urgente nécessité de l'union des « gros, petits et moyens¹⁶ », il consolidait aussi les liens unissant CGPF et Comité de prévoyance et d'action sociale, une autre organisation autonome par rapport à la Confédération, dirigée par Paul Brenot et Louis Germain-Martin, qui avait, la première, prôné une refonte des statuts de la Confédération permettant l'union de tous les patrons, grands et petits, contre le danger de subversion sociale¹⁷.

Si la réunification du patronat passait par ce patient travail de contact avec les organisations distinctes voire rivales de la CGPF et la prise en compte de leurs analyses, elle passait aussi par un discours cohérent adressé à tous les patrons, prenant résolument en compte le malaise patronal pour le transformer en volonté de réagir¹⁸. Deux moyens étaient proposés pour réconcilier « grandes entreprises » et « moins grandes ». D'abord, une attaque contre le thème des « 200 familles », en dénonçant la manœuvre démagogique des communistes, en jouant sur les registres de l'ironie (il expliquait que l'un des 200 plus gros actionnaires de la Banque de France était l'inoffensive Société des Steeple-Chases de France) ou de l'antisémitisme implicite (« Monsieur de Rothschild », seul régent de la Banque cité). Puis il expliquait comment les bouleversements monétaires induits par la Grande Guerre avaient modifié les équilibres entre le monde de l'industrie et celui de la finance, au profit de ce dernier. Certes, le développement des sociétés anonymes avait « divisé à l'infini la propriété », contrairement aux prévisions de Karl Marx, mais « la gestion et l'adminis-

15. Il s'y intégra par la suite.

16. C'était le titre du chapitre 3.

17. L. Germain-Martin était le seul dirigeant patronal explicitement cité dans le livre. Or, devenu président du CPAS en janvier 1937, il était de loin le patron le plus actif contre le Front populaire : liens étroits avec l'Union des intérêts économiques d'Ernest Billiet et Paul Forsans ; idée du « coup » du 16 octobre 1936 (plus de 300 journaux publièrent ce jour-là un communiqué commun rédigé par des responsables patronaux affirmant que « le gouvernement [était] prisonnier des communistes » pour qui il « s'agit d'installer le bolchevisme en France » ; articles et conférences innombrables ; publication du livre *De la civilisation latine à la dictature asiatique* en 1937. Il faut aussi noter que P. Brenot, à l'origine du CPAS, avait largement aidé C.-J. Gignoux dans sa conquête de la présidence de la CGPF.

18. « Si on prétend nous apprendre qu'il y a des divergences de points de vue sur l'économie contemporaine entre mon épicier et Monsieur Henry Ford, nous répondrons que nous le savions déjà. [...] Mais à notre tour nous ajouterons que ces oppositions ne se régleront pas si les uns restent dans leurs boutiques et les autres dans leur tour d'ivoire, et n'en sortent que pour manifester en sens contraire ou en ordre dispersé. La confrontation loyale d'intérêts qu'on se donne beaucoup de mal à opposer alors qu'ils sont rigoureusement complémentaires, conduirait immédiatement, et nous achemine déjà vers l'entière cohésion des forces patronales », p. 24.

tration de ces sociétés » s'étaient en même temps concentrées de façon extrême : c'était là un phénomène inhérent à l'évolution économique moderne¹⁹. Pour surmonter ces contradictions objectives, C.-J. Gignoux développait ensuite un long argumentaire sur « la fonction patronale », particulièrement habile : « La fonction patronale est unique et présente les mêmes particularités, elle se justifie de la même manière si le patron dirige plusieurs centaines d'ouvriers ou trois "compagnons". Mieux, dans la petite entreprise où le patron est au contact direct de ses ouvriers, les manquements à l'autorité lui sont plus sensibles. L'obligation de conserver un collaborateur indésirable est plus gênante pour le chef d'une entreprise artisanale que pour le chef d'une grande usine. Mais dans les deux cas, la fonction patronale n'est ni la consécration d'un privilège, ni une institution de droit divin. Ses attributs se déduisent de leur seule utilité : le droit au profit, parce qu'il permet l'épargne et par elle l'amortissement du capital engagé ; l'autorité, parce que le bon rendement d'une affaire exige qu'elle ait un chef capable d'y maintenir chacun et chaque chose à leur place. C'est en tout cas sur ces bases-là qu'a fonctionné depuis toujours un régime économique, à coup sûr plein de défauts, mais auquel on ne doit pas moins tout le développement de notre civilisation. Et c'est aussi sur ces bases-là que doit se faire aujourd'hui la conjonction de tous les efforts du patronat parce que, du haut en bas de l'échelle de ses valeurs, son premier devoir et sa première tâche consistent à sauvegarder son droit à la vie » (p. 31-32).

L'ouvrage du président de la CGPF s'achevait par un vibrant appel à l'engagement des patrons. Un double engagement : celui de rejoindre la Confédération à travers ses syndicats professionnels et ses organisations interprofessionnelles régionales afin de bénéficier « de l'autorité qui s'attache à toute force coordonnée », cela dans la perspective de la prochaine renégociation des conventions collectives ; celui de défendre avec patience et conviction, chaque jour, au plus près des salariés, « le rôle qui est le vôtre, celui de l'organisateur de la production, qui court des risques et qui doit, pour cela, exercer une autorité effective. [...] Vous êtes des chefs, c'est-à-dire que vous avez la charge non seulement des hommes mais aussi des âmes » (p. 46).

De l'engagement social à l'engagement politique : perspectives et contradictions de la stratégie patronale

Toutes ces analyses prenaient appui sur les besoins des patrons menacés dans leur fonction sociale par la victoire du Front populaire et l'ex-

19. Et d'en appeler « aux principes et au rôle moral des élites » pour que les « gros », « par leurs doctrines et par leur conduite », pussent trouver les moyens de ne pas édifier leurs fortunes « sur la ruine des moyens et des petits ». Le thème de la nécessaire « vertu » des patrons en régime libéral fut largement repris par A. Pinay dans les années cinquante. On mesure au passage que la thématique de la « financiarisation » de l'économie n'est pas si nouvelle que d'aucuns le prétendent.

traordinaire gonflement du nombre des adhérents à la CGT²⁰. Elles étaient avant tout un plaidoyer pour l'union à usage interne au patronat, et parlaient de ses problèmes concrets du moment. Pour autant, au-delà de leurs aspects spécifiques et conjoncturels, elles induisaient des effets de grande ampleur dans le champ politique.

Un constat pour commencer : l'ouvrage, qui se donnait comme une réhabilitation de la « fonction patronale » dans la vie économique et sociale, était parsemé de prises de position directement politiques. Le ton général était certes modéré et conciliant, toujours à la recherche du juste milieu : ni « libérale », ni « marxiste », ni « individualiste », ni « collectiviste », « la vérité a[vait] des chances d'être à égale distance de ces deux extrêmes » (p. 37). Les ennemis n'en étaient pas moins clairement désignés : Léon Blum et sa « foi socialiste », la CGT, « l'opposition socialiste », l'Internationale communiste et son congrès de 1935 qui avait préconisé la grève sur le tas pour entraîner l'effondrement du capitalisme, *L'Humanité* (« organe officiel des Soviets »), l'« évangile marxiste », le « marxisme révolutionnaire » dans lequel SFIO et PCF étaient toujours confondus, « la révolution communiste » enfin. Au milieu de ces dénonciations attendues, C.-J. Gignoux laissait percer ses sympathies : une citation de l'éditorial du journal *La Flèche* du 1^{er} mai 1937 réclamant le respect de l'« autorité » patronale (p. 21) ; une allusion à l'État « fasciste » (avec des guillemets dans le texte) qui n'était certes pas le modèle à suivre mais qui avait au moins le mérite de garantir la « sécurité » des patrons (p. 12) ; une défense implicite du Parti social français à travers des propos ironiques sur « les prétentions au pouvoir personnel attribuées assez ridiculement à certains chefs de "ligues factieuses" » (p. 4). Il fallait voir dans tout cela la reconnaissance d'un clivage droite-gauche reposant sur la question de l'organisation des rapports sociaux. D'où l'impossibilité selon C.-J. Gignoux de tergiverser plus longtemps et la nécessité de défendre ouvertement le « régime capitaliste » menacé, qu'il définissait en des termes que n'auraient pas reniés les tenants de l'« évangile marxiste » : « Un régime de propriété privée, basé sur la propriété individuelle des instruments de production, c'est-à-dire des capitaux » (p. 37).

C'était donc au nom de l'union contre leurs ennemis déclarés qu'il fallait construire l'union des patrons dans un processus symétrique à l'union des prolétaires face aux patrons bâtie par la II^e puis la III^e Internationale. Bien qu'il niât officiellement vouloir engager le patronat dans « l'action politique²¹ », le seul fait de placer ses analyses dans le cadre de cet affrontement bipolaire était porteur de conséquences considérables.

À court terme, le souci du président de la CGPF de faire masse contre le « marxisme révolutionnaire » pouvait s'interpréter dans la perspective

20. Passé de 1 à plus de 4 millions. De son côté, la CFTC était passée de 150 000 à 500 000 adhérents.

21. Qui « relève d'une technique qui ne s'achète pas mais s'apprend, et s'improvise moins encore » (p. 44). Il parlait en connaissance de cause, lui qui n'avait pas été réélu député en 1932.

des élections générales de 1940 où il s'agissait de l'emporter avec netteté afin d'impulser les réformes qui rendraient impensable un nouveau Front populaire qu'il fallait priver de ses soutiens au sein des petits propriétaires. Même s'il n'était pas explicitement revendiqué, il était difficile de ne pas faire le rapprochement entre le souci affiché de l'union des patrons la plus large possible et la recomposition en cours du système partisan autour du PSF, un parti de masse comme il n'en avait encore jamais existé dans l'histoire de la République, prétendant incarner à lui seul l'union nationale contre le péril marxiste²². Mais, au-delà des prochaines échéances électorales, comment conserver la masse des petits et moyens patrons nécessaires à l'établissement d'un solide barrage face à la « révolution communiste » ? C.-J. Gignoux était bien conscient du mouvement de fond qui poussait à la concentration des moyens de production depuis la Grande Guerre. D'où sa proposition de « capitalisme organisé », évoqué à plusieurs reprises dans le livre et précisé au fil des chapitres. Il fallait réformer le capitalisme en instaurant « l'organisation professionnelle », à distinguer de « la simple entente professionnelle ». Cela pour « grouper tous ceux qui, à un titre quelconque, sont tributaires de la même activité et s'étendre à tous les intérêts matériels et moraux de la profession, depuis le premier échelon de la production jusqu'au dernier stade de la consommation²³ ». Une façon, somme toute, d'encadrer – voire de figer – les rapports entre les grandes et les petites et moyennes entreprises « que, dans l'intérêt de son avenir et de son rajeunissement continu, la profession [le patronat] a[avait] le devoir de sauvegarder » parce qu'elles étaient à la base des capacités d'épargne sans laquelle « les capitaux se consomment dans l'acte de produire et ne se renouvellent pas » (p. 37)²⁴.

Si les grands patrons étaient appelés à ne pas chercher la destruction des « classes moyennes » propriétaires par la concentration toujours plus poussée des moyens de production, celles-ci en retour devaient abandonner les vieux schémas de pensée qui consistaient à « lier obligatoirement comme c'est l'usage l'idée de capitalisme avec celle de la liberté,

22. Cf. la contribution de Jean-Paul THOMAS. En mars 1937, un accord avait été signé entre *Le Temps*, quotidien du Comité des forges, et F. de La Rocque afin de permettre la publication systématique des communiqués du PSF.

23. « L'organisation professionnelle » permettrait de faire d'une pierre deux coups. En effet, non seulement elle réglerait les tensions entre « gros, petits et moyens », mais encore elle offrirait à terme le cadre jugé adéquat pour éteindre la lutte des classes, en substituant aux solidarités de classes des solidarités transversales de « professions », dans un souci de réconciliation des Français identique à celui du PSF (rebaptisé après la guerre la « Réconciliation française »). Ce thème n'était que rapidement évoqué par C.-J. Gignoux dans *Patrons, soyez des patrons!*, dont l'objet principal était autre, mais il fut au centre de ses écrits entre 1940 et 1944. Plus généralement, la bibliographie de C.-J. Gignoux empêche de souscrire à l'analyse d'H. Ehrmann, *op. cit.*, p. 89, selon laquelle le dirigeant patronal ne se serait rallié à la doctrine corporatiste que tardivement, après 1940, pour faire oublier son engagement aux côtés des « trusts » avant la guerre.

24. Il faut noter que les grandes entreprises recoururent nettement plus à la sous-traitance à partir de 1936 pour essayer d'estomper certaines conséquences des lois sociales qui venaient d'être adoptées.

sans frein ni réserve » (p. 37)²⁵. En d'autres termes, il fallait renoncer à l'esprit « individualiste » et à son corollaire, « l'étatisme incohérent », tous deux issus de la Révolution de 1789 qui avait assuré la diffusion de la propriété dans la société, mais avait, dans le même mouvement, posé les bases du grand désordre économique sur lequel prospéraient aujourd'hui les tenants du collectivisme. Or, un parti incarnait l'idéal de ces classes moyennes propriétaires tout à la fois avides d'indépendance et de protection étatique, et par-là rétives à « l'organisation professionnelle » : le parti radical. À aucun moment, C.-J. Gignoux ne le désignait nommément dans son livre – il ne désignait d'ailleurs nommément aucun parti – mais les allusions étaient transparentes. D'autant que par deux fois, l'auteur faisait référence explicitement à Robert de Jouvenel, citant deux de ses ouvrages – *Feu l'État* et *La République des camarades*²⁶ – et reprenant à son compte sa célèbre formule pour dénoncer les principes d'organisation économique de la III^e République : « Tout laisser faire et ne rien laisser passer. » Ainsi, l'insistance de C.-J. Gignoux à décrire les formes prises par l'affrontement entre les adversaires et les partisans du « régime capitaliste » sur le terrain social se doublait d'une conception bipolaire de la vie politique. Il évoquait même un combat général entre les « partis politiques d'extrême gauche » et « les partis bourgeois » (p. 29), associant *de facto* modérés et radicaux²⁷. Les représentants des « classes moyennes » devaient dès lors reconnaître le plus vite possible leur « inconscience » à participer au Front populaire et renoncer à leurs alliances contre nature. Mais, compte tenu des analyses précédentes sur la nécessité d'intégrer « gros, petits et moyens » dans une CGPF rénovée, coupant cours aux velléités d'indépendance des classes moyennes propriétaires, on peut raisonnablement penser que, pour C.-J. Gignoux, la question de l'avenir du parti radical était posée. Ne s'agissait-il pas en effet désormais, à travers « l'organisation professionnelle », de supprimer ce qui faisait la raison même d'exister des radicaux et leur avait permis d'être pendant près d'un demi-siècle, au centre du système partisan de la République, les représentants de catégories sociales aux aspirations et aux intérêts bien distincts de ceux des milieux d'affaires²⁸ ?

25. Encore un thème cher à A. Pinay en 1952. Cf. ses discours reproduits en annexe dans : GUILLAUME, Sylvie, *Antoine Pinay : un destin national*, thèse de doctorat d'État, Bordeaux 3, 1981.

26. Respectivement p. 35 et 38. Seuls ouvrages cités dans le livre avec celui, p. 42, de Raymond MILLIET, *Le communisme ou quoi ?*, Grasset, 1936.

27. Une catégorie non sans efficacité dans le combat politique mais bien vague pour l'analyse de ces partis dits « bourgeois », pourtant reprise à son compte, peut-être hâtivement, par Maurice DUVERGER dans son célèbre ouvrage sur *Les partis politiques* paru chez Colin en 1951.

28. En tant que membre du comité directeur de l'Alliance républicaine démocratique de Pierre-Étienne Flandin, C.-J. Gignoux était bien placé pour réfléchir sur ce sujet. Cf. la contribution de Rosemonde SANSON. Lire aussi : BERSTEIN, Serge, *Histoire du parti radical*, Presses de la FNSP, 1980 et 1982, 2 volumes.

Conclusions provisoires

Au terme de cette rapide analyse du patronat confronté au Front populaire, quelques conclusions peuvent être formulées, à condition de garder présents à l'esprit toutes les questions et tous les approfondissements qu'elles appellent.

D'abord, l'importance de la rupture représentée par l'année 1936 du point de vue de l'organisation patronale. La grève générale de mai-juin 1936 et l'accession de la SFIO à l'hôtel Matignon firent prendre conscience à une majorité de patrons de la nécessité de s'organiser durablement et collectivement sur un autre plan qu'économique. Certes, des organisations patronales existaient déjà, depuis le Comité des forges jusqu'à l'Union des intérêts économiques, en passant par la FICF déjà évoquée²⁹. La nouveauté résida dans la volonté affichée de construire une organisation unique et de s'en donner les moyens. Si C.-J. Gignoux, l'homme clef de ce projet, ne parvint pas pleinement à ses fins, tout ne fut pas perdu dans la débâcle de 1940 puis la Libération, comme l'attesta la création en 1946 du Conseil national du patronat français. Une structure qui, par bien des aspects, paracheva ce que la CGPF d'avant-guerre avait voulu être : une union durable des « petits » et des « gros », des jeunes et des anciens, des parisiens et des provinciaux. En même temps, 1936 marqua un tournant par la volonté assumée ouvertement d'intervenir dans le débat public. Outre le changement de nom de la CGPF (patronat au lieu de production)³⁰, il faut souligner l'importance de l'appel lancé publiquement par C.-J. Gignoux aux patrons à s'engager en première ligne pour défendre les fondements de la société, à « résister à l'agresseur quotidien, le marxisme révolutionnaire » (p. 44) : « Nous sommes en démocratie, c'est-à-dire en régime d'opinion. Et l'opinion, quoi qu'on en dise, ne se passionne, surtout en France, que pour des idées, jamais pour des intérêts. [...] Le patronat a cru paradoxalement depuis toujours que la sagesse était de passer inaperçu, de faire le moins possible parler de lui et d'apporter une extrême discrétion dans l'exercice du droit qui appartient à tout citoyen de chercher à orienter les affaires de son pays en fonction de l'idée qu'il s'en fait. [...] Patrons qui hésitez à être des patrons, veuillez méditer ce qu'écrivait, il y a quatre ou cinq ans, dans une brochure de propagande, Monsieur Léon Blum lui-même : "Le moment où une société est la première fois atteinte dans ses organes vitaux, c'est le moment où ses propres apologistes commencent à douter de la légitimité devant la raison, devant la justice, de la société que cependant ils défendent. À bien des égards, nous avons le sentiment que ce moment est venu." Est-ce vrai ? Et si ce n'est pas vrai, pourquoi le laisser croire ? »

29. Sur le fondateur de la FICF, cf. DUBOS, Joël, *André Lebon. Un homme d'affaires en République (1859-1938). Le patriotisme et l'influence*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2001.

30. Proposé, avant même l'arrivée de C.-J. Gignoux à la présidence, par R.-P. Duchemin dans sa circulaire du 20 août 1936 envisageant la modification des statuts de la Confédération.

(p. 44). Cet appel à être au premier rang dans la défense de l'organisation sociale ne cesserait plus de résonner aux oreilles des patrons jusqu'à nos jours³¹. Entendu sur le long terme, il contribua d'ailleurs à cristalliser pour un demi-siècle l'affrontement entre « bloc patronal » et « bloc ouvrier », ce que les partisans du corporatisme avaient justement voulu éviter.

Cette conception du rôle des patrons ne pouvait pas rester sans effets sur la vie politique nationale. Plus que les événements de février 1934, qui contribuèrent certes à radicaliser les droites mais sans modification structurelle décisive du point de vue partisan, ce fut le Front populaire qui représenta le principal ferment de mutation à droite³². Les choses se déroulèrent sur plusieurs plans. Aux yeux des classes dirigeantes, les événements de 1936 achevèrent de donner toute leur légitimité aux revendications portant sur la réforme de l'État, ce qui entraîna à terme un considérable élargissement des forces prêtes à remettre en question l'organisation de la République parlementaire et déboucha sur la débâcle politique de juillet 1940. Ils donnèrent indirectement à la CGPF le rôle de coordinateur permanent de l'action tous azimuts, y compris politique, des milieux patronaux, rôle qu'aucune organisation n'avait pu véritablement tenir jusque-là en dehors des campagnes électorales, mise à part l'UIMM, mais qui agissait sur des bases plus restreintes. Ils provoquèrent aussi la transformation des Croix-de-Feu en parti politique, ce qui amorça le bouleversement du système partisan en place depuis la fin du XIX^e siècle³³. Que ces faits aient relevé de logiques spécifiques ne fait aucun doute. Mais ils avaient bien une source commune et convergeaient vers un même point.

Si l'on se place du point de vue des « patrons », la question fondamentale à laquelle il leur fallait consacrer toutes leurs énergies pour trouver la réponse la mieux appropriée demeura la même en 1936 et en 1944 : comment empêcher que la situation du printemps 1936 ne se reproduisît ? Une situation que l'on pouvait caractériser ainsi : en mai-juin 1936, les classes populaires avaient fait irruption sur le devant de la scène sociale et politique grâce à la conjonction, pour la première fois dans l'histoire de la République, d'un rapport des forces électorales plaçant la SFIO en position de premier parti de France³⁴ et d'un mouvement de masse « pacifique mais résolu³⁵ », avec occupation des usines, des chantiers, des mines et des grands maga-

31. De la réforme des statuts et de l'action publique du CNPF après 1968, sous la conduite de François Ceyrac et Yvon Chotard, jusqu'à la transformation du CNPF en Medef autour d'Ernest-Antoine Seillière et Denis Kessler et l'appel à la « refondation sociale ».

32. Pour préciser ce point essentiel, nous renvoyons aux contributions de Christian BOUGEARD, Jean PHILIPPET et Jean VAVASSEUR-DESPERRIERS.

33. Un système partisan bouleversé en même temps par l'irruption à la Chambre des députés d'un puissant groupe communiste, s'ajoutant à celui de la SFIO qui dépassait pour la première fois le groupe radical-socialiste.

34. Et un PCF dépassant légèrement le parti radical en nombre de suffrages, puis dépassant la SFIO l'année suivante en nombre d'adhérents.

35. Pour reprendre une expression appliquée par A. Prost aux événements de février 1934 : PROST, Antoine, « Les manifestations du 12 février 1934 en province », *Le Mouvement social*, n° 54, 1966.

sins. Autrement dit, c'était l'aboutissement concomitant, dans le cadre de la République, de deux projets anciens mais jusque-là développés séparément, et qui avaient tous deux échoué à plusieurs reprises : d'une part, la « grève générale », imaginée par le courant anarcho-sindicaliste au tournant des XIX^e et XX^e siècles ; d'autre part, l'accession du mouvement ouvrier au pouvoir par les urnes, espérée par Jean Jaurès et le courant socialiste. Certes, la suite des événements montra qu'il existait un fossé entre ce succès initial – indéniable – et la construction durable de « La Sociale » chère aux classes populaires politiquement organisées. Mais le traumatisme qu'il provoqua au sein des classes dirigeantes n'en fut pas moins immense. Il déclencha une recherche acharnée de nouvelles formes de contrôle de la société pour empêcher que l'inacceptable ne se renouvelât, et déboucha, dans les circonstances de la guerre, sur l'arrivée au pouvoir de Philippe Pétain. L'État français, avec ses principes corporatistes et antirépublicains, devait représenter la solution « définitive » aux événements de 1936, responsables aux yeux des hommes de Vichy de tous les malheurs de la nation. Mais l'État français sombra en 1944. Du point de vue des classes dirigeantes, son échec tenait d'abord à son incapacité à répondre aux espoirs qu'elles avaient placés en lui initialement. À la Libération, le spectre d'un nouveau Front populaire hantait plus que jamais les esprits.

Toutefois, la Deuxième Guerre mondiale ne fut pas une simple parenthèse, laissant les problèmes strictement inchangés par rapport à l'avant-guerre. L'expérience de « capitalisme organisé » menée sous le régime de Vichy³⁶ avait révélé la vraie nature de ce projet et les arrière-pensées de ses promoteurs. Il s'était agi avant tout de confier le contrôle de la vie économique aux grands milieux d'affaires dont les objectifs de concentration et de « rationalisation » des entreprises apparurent vite essentiels. Il fut donc impossible en 1944 de reprendre en l'état le discours sur « la profession organisée ». Le nouveau discours dominant, sous le double effet du rejet de Vichy et des aspirations de la Résistance, devint bientôt celui de la « modernisation », un mot dont le contenu fut l'un des grands enjeux des luttes politiques jusqu'en 1947. La mise à l'écart du PCF permit le triomphe de la version qui l'emportait au même moment dans tout « l'Occident » : un capitalisme rénové sous l'impulsion d'un État résolument interventionniste, reposant sur une industrialisation et une urbanisation généralisées pour favoriser l'accession du plus grand nombre à la « société de consommation ». Les victimes étaient par avance désignées, même si le terme du processus restait incertain. Paysans, artisans et commerçants, lointains héritiers de la vaste redistribution des richesses engendrée par la Révolution, allaient disparaître en tant que classe sociale, perdre leur outil de travail et se fondre dans la masse, à la fois immense et diversifiée, du salariat. Le discours corporatiste d'avant guerre perdait une bonne partie de sa raison d'être. En même temps, il fallait prévoir, à plus ou moins longue échéance, une profonde refonte du sys-

36. À travers les Comités d'organisation (loi du 16 août 1940 sur « l'organisation provisoire de la production industrielle ») plus que la Charte du travail.

tème partisan français puisque le parti radical, à l'image de son électorat déjà ébranlé par les évolutions de l'entre-deux-guerres, était condamné à disparaître. Comment contrôler cette mutation inéluctable de grande ampleur ?

La question, d'une redoutable complexité, fut au cœur des stratégies élaborées par les grandes forces politiques de l'après-guerre. À gauche, où la SFIO parvint mieux que le PCF à capter une partie non négligeable de l'électorat radical³⁷. À droite, où la capacité à maîtriser le déclin du radicalisme fut peut-être le critère décisif de « sélection » entre les trois forces qui émergèrent à la Libération : MRP, RPF et CNIP³⁸. Fallait-il l'ignorer purement et simplement comme on le fit au Mouvement républicain populaire, avec la conviction que la SFIO se substituerait à terme au radicalisme et que, dès lors, elle devait être l'objet de tous les soins des démocrates-chrétiens pour contrebalancer la force d'attraction du PCF ? Fallait-il intégrer sur-le-champ le radicalisme dans un ensemble beaucoup plus vaste – le Rassemblement du peuple français – pour mieux le diluer, en anticipant sur une évolution prévisible, et enrôler ainsi ses électeurs au service d'un projet nouveau ? Fallait-il procéder moins brutalement en s'associant aux radicaux à l'occasion des élections locales et nationales, afin de démontrer dans la pratique quotidienne du pouvoir leurs convergences avec la mouvance modérée et faire naître peu à peu une vaste force politique nouvelle située au centre-droit, comme l'imagina Roger Duchet, lui-même issu du radicalisme ?

Séparés par leurs conceptions sur les institutions et la place de la France dans le monde, MRP, RPF et CNIP poursuivirent au moins un but identique : empêcher que ne se reconstituât l'alliance entre ouvriers et petits propriétaires indépendants forgée dans le Rassemblement populaire. Pour y parvenir, il fallait trouver le moyen de maîtriser les effets du déclin programmé de la paysannerie, de l'artisanat et du petit commerce d'une part, et d'autre part l'extinction du parti radical, corollaire politique de la « modernisation » sociale. La tâche était ardue. Les droites atteignirent cependant leur objectif, aidées par le réaligement complet du PCF sur l'URSS dans le cadre de la guerre froide et par les renoncements successifs de la SFIO. Tant redoutée par les héritiers de C.-J. Gignoux à la Libération³⁹, l'union – dans les isolements et dans la rue – des différents adversaires du capitalisme n'eut

37. Deux preuves parmi d'autres : le caractère marginal du groupe parlementaire de l'Union républicaine et résistante, organisé autour de radicaux « de gauche » (dont Pierre Cot, ancien ministre du Front populaire) et apparenté au groupe communiste ; à l'inverse, la SFIO étendit considérablement son influence sur le grand Sud-Ouest, zone de diffusion de *La Dépêche*.

38. Sur les relations des radicaux et des droites après la guerre, on peut lire notamment LE BEGUEC, Gilles, et DUHAMEL, Éric, *La reconstruction du parti radical, 1944-1948*, L'Harmattan, 1993, et LACHAISE, Bernard, *Radicalisme et gaullisme dans le Sud-Ouest. Contribution à l'histoire de la vie politique française de la III^e à la V^e République*, Habilitation à diriger des recherches, Paris-IV, 1996.

39. Georges Villiers, président du CNPF de 1946 à 1966 (et ami d'A. Pinay), avait été avant la guerre promu responsable de la CGPF pour la région lyonnaise dans le cadre de la rénovation de la Confédération impulsée par C.-J. Gignoux.

finalement pas lieu. Il fallut attendre le début des années soixante-dix, un quart de siècle plus tard, pour que l'on vît réapparaître les conditions d'une alliance entre classes populaires et classes moyennes sur une base anticapitaliste clairement affichée, mais dans un contexte social profondément renouvelé par rapport à la fin des années trente.

Annexe – Bibliographie de Claude-Joseph GIGNOUX

Ouvrages écrits personnellement

- *L'arsenal de Roanne et l'État industriel de guerre*, Roanne (s.n.), 1920, 132 p. [édition de sa thèse de droit soutenue à Lyon en 1920].
- *L'industrialisme de Saint-Simon à Walter Rathenau*, Reims, Imprimerie Monce et Cie et Paris, Librairie Marcel Rivière, 1923, 19 p.
- *L'après-guerre et la politique commerciale*, A. Colin (Section d'histoire et de sciences économiques n° 51), 1924, 200 p. ; 2^e édit. en 1933, VIII-200-12 p.
- *Bourges pendant la guerre*, PUF et New Haven, Yale University Press (Publications de la fondation Carnegie pour la paix internationale), 1926, XVI-64 p.
- *À la recherche d'une politique perdue*, Imprimerie de *La Journée industrielle* et PUF, 1926, 23 p.
- *La vie du baron Louis*, Gallimard (Vie des hommes illustres, n° 15), 1928, 267 p.
- *Rouvier et les finances*, Gallimard, 1931, 255 p.
- *La planche à assignats*, Éditions des Portiques, 1933, 255 p. ; réédit. en 1934 et 1935
- *Eugène Mathon, 1860-1935*, Lille, Imprimerie Martin-Mamy, Crouan et Roques, 1936, 155 p.
- *Dans le tournant. Discours prononcé à l'AG de l'Association industrielle, commerciale et agricole du Loir-et-Cher, le 11 mai 1936*, Imprimerie JEP, 1936, 8 p.
- *Patrons, soyez des patrons!*, Flammarion, 1937, 48 p.
- *Monsieur Colbert*, Grasset, 1941, 251 p.
- *Allocution prononcée par Cl.-J. Gignoux le 17 juillet 1942 à l'issue de l'AG annuelle du Centre des jeunes patrons*, Centre des jeunes patrons, 1942, 4 f. dactyl.
- *L'économie française entre les deux guerres, 1919-1939*, Société d'éditions économiques et sociales, 1942, 372 p. ; réédit. en 1943 [15 leçons d'un cours d'histoire des faits économiques contemporains professé dans l'hiver 1941-1942 à l'École supérieure d'organisation professionnelle].
- *Impératifs 43*, Lyon, Imprimerie du salut public, 1943, 72 p.
- *La Tour du Pin*, Le Mans, CEP et Paris, Paillard, 1943, 64 p.
- *L'économie industrielle*, Institut d'études corporatives (École des hautes études corporatives, cours public), 1943, 20 p.
- *La crise du capitalisme français au XX^e siècle*, Société d'éditions économiques et sociales, 1943, 296 p.
- *Économie et civilisation. Contribution à l'histoire de la civilisation française*, Société d'éditions économiques et sociales, 1944, 240 p.
- *Turgot*, Fayard (Les grandes études historiques), 1945, 308 ou 380 p. [2 versions de formats différents].
- *Restaurations, 1814-1821*, Laffont, 1947, 363 p.
- *Saint-Just*, La Table ronde, 1947, 308 p.
- *Feu la liberté*, Éditions Self, 1948, 135 p. [lois sociales de la Libération : CE, etc.]
- *Karl Marx*, Plon, 1950, IV-261 p.

- *L'industrie française*, Boivin / Éditions contemporaines (Vocation de la France, n° 4), 1952, 190 p.
- *Lénine*, Les Îles d'Or (diffusion : Plon), 1952, 221 p.
- *Histoire d'une entreprise française*, Hachette, 1955, 258 p. [sur le groupe Pêchiney]
- *La Suisse*, LGDJ (Comment ils sont gouvernés, n° 3), 1960, 168 p.
- *Joseph de Maistre : prophète du passé, historien de l'avenir*, Nouvelles éditions latines (Itinéraires, n° 13), 1963, 219 p.

Ouvrages écrits en collaboration

- avec André SIEGFRIED, Chassain de MARCILLY, Paul ERNST-PICARD, Louis MARLIO, Paul REYNAUD, Emmanuel MONICK, Max HERMANT, Georges ROUMILHAC, Paul-Ernest DEVINAT, *L'économie dirigée. Conférences organisées par la Société des anciens élèves de l'École libre des sciences politiques*, F. Alcan, 1934, III-304 p. [sur les États-Unis, l'Allemagne, l'Italie et l'URSS. Gignoux a prononcé la dernière conférence, tirant les conclusions de ce cycle sur les économies dirigées].
- *Allocutions prononcées au dîner offert à Monsieur Pierre Richemond, Paris, le 18 novembre 1937*, Vannes, Imprimerie Lafolye et J. de Lamarzelle, 1937, 72 p.
- avec Germain BAZIN, Georges-Henri RIVIERE, Bernard CHAMPIGNEULLE, *La France en guerre*, Plon, 1940, 319 p., préface d'A. Siegfried.
- avec Marcel FELGINES et Maurice BOUVIER-AJAM, *Le corporatisme français*, Le Mans, CEP et Paris, Paillard (Publications de l'Office central d'organisation corporative / 1^{re} série : Doctrines), 1943, 31 p. [1-discours d'inauguration de l'Institut d'études corporatives; 2-déclaration de l'Office central d'organisation corporative : « Libéralisme et corporatisme »].

Ouvrages dont Claude-Joseph GIGNOUX signa la préface

- Pierre FAURE, *Propriété, un essai sur le trouble social*, Éditions du Signal, 1935, 440 p.
- Maréchal Louis LYAUTEY (témoignage du), *L'ingénieur agronome. La place qu'il occupe parmi les valeurs intellectuelles et morales de la nation française*, Paris/Grignon, Institut national agronomique, 1935, 12 p. [autre édit. : Paris, Éditions H. Danaud, 1935].
- Paul DESPATURE, *L'industrie lainière. Son organisation corporative nationale et internationale. Le Comité austral de la laine. La Fédération lainière internationale*, Paris/Abbeville, Imprimerie F. Paillart, 1935, XIV-399 p.
- Jacques BAINVILLE, *La fortune de la France*, Plon (Collection bainvillienne, n° 1), 1937, 365 p.
- René-Paul DUCHEMIN, *Organisation syndicale patronale en France*, Plon, 1940, IX-331 p.
- Georges CHAUDIEU, *L'artisanat, cet inconnu*, Éditions J. Lesfauries/Institut d'études corporatives et sociales, 1942, 172 p.
- Jacques BASSOT, *Travail et propriété. Actualité révolutionnaire de La Tour du Pin*, Éditions J. Lesfauries, 1943, 208 p.
- Albert DUCROCO, *Destins industriels du monde*, Berger-Levrault, 1951, XII-327 p.
- Georges BREART, *Le fleuve blanc, essai sur l'économie laitière française*, Éditions Mazarine, 1954, XVI-397 p.
- René BERTRAND-SERRET, *Le mythe marxiste des classes*, Éditions du Cèdre, 1955, 390 p.

RESUME

Aujourd'hui oublié, Claude-Joseph Gignoux, président du patronat à l'époque du Front populaire, fut des années trente jusqu'aux années cinquante un homme de tout premier plan. L'analyse de l'ouvrage qu'il écrivit en 1937, *Patrons, soyez des patrons !*, permet de saisir la stratégie, à la fois sociale et politique, de reconquête du pouvoir mise en œuvre par les classes dirigeantes menacées par la victoire électorale et syndicale du mouvement ouvrier au printemps 1936.

ABSTRACT

Claude-Joseph Gignoux: an exemplary biography? Remarks about relations between employers' and supporters' strategies of the right from 1936 to the Liberation.

*Though forgotten today, Claude-Joseph Gignoux, the president of the employers at the time of the Front populaire, was from the thirties until the fifties a very noteworthy man. The analysis of the book he wrote in 1937, *Patrons, soyez des patrons!*, allows us to understand the social as well as political strategy of recapture of the power set by the managing classes threatened by the victory through elections and trade-unions of the labour movement in the spring of 1936.*